

Province de HAINAUT

Arrondissement de MONS

COMMUNE DE JURBISE

PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE

SEANCE PUBLIQUE DU 05 NOVEMBRE 2013

PRESENTS :

MM. Galant J., Bourgmestre, Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-
Leuridant M., Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M., Robette-
Delputte F.,
Delhay J., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C., Egels
E., Petit N., Conseillers,
Gillard S., Directeur général ff.

Monsieur Dessilly quitte la séance après le point 35

EXCUSES : Vanderkel A., Decamps P., Chanoine V., Conseillers

Avant de débiter la séance, la Présidente informe l'assemblée de l'état de santé de Monsieur Michel Delhay, et propose de lui écrire afin de lui faire part du soutien de l'ensemble du Conseil communal.

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 10 septembre 2013 – partie publique — approbation.

Monsieur Delhay demande que le point 23 du procès-verbal, relatif au tarif pour le taxi-séniors, soit adapté afin qu'il soit mentionné que le groupe PS a suggéré un tarif dégressif, reposant sur une graduation des tarifs en fonction des revenus, mais sans remettre en question la gratuité du service offert en-deça des 50 trajets annuels.

Madame Senecaut demande qu'au point 33, relatif aux questions orales, le pourcentage des citoyens venus chercher les sacs-poubelles de l'Hygea soit précisé.

Madame Senecaut demande également, dans ce même point mais concernant l'état de propreté des toilettes des écoles communales, que la réponse de Monsieur l'Echevin de l'Enseignement – selon lequel la problématique de la propreté des toilettes des écoles est aussi liée à une question d'éducation – soit actée au procès-verbal.

La Présidente procède au vote sur ces propositions d'adaptation.

Avec 14 voix contre et 4 pour, le Conseil communal rejette la proposition d'adaptation formulée par Monsieur Delhaye.

A l'unanimité, le Conseil communal approuve les deux propositions d'adaptation formulées par Madame Senecaut.

Tenant compte des remarques de Madame Senecaut, le procès-verbal de la séance du 10 septembre 2013, partie publique, est approuvé par 14 voix pour et 4 voix contre.

2. **Finances – Modification budgétaire N°2 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2013 – approbation.**

Madame Senecaut demande si les 25.000 € indiqués en recettes dans la Modification budgétaire n°2, rubrique « produits relatifs aux fêtes et cérémonies », correspondent bien à des bénéfices réalisés lors de festivités. La Présidente lui répond par l'affirmative.

Au service ordinaire : les recettes s'élèvent à 11.403.298,25€
Les dépenses s'élèvent à 11.396.339,13 €
Soit un nouveau résultat de 6.959,12€

Au service extraordinaire : les recettes s'élèvent à 10.667.294,30€
Les dépenses s'élèvent à 10.190.273,76€

Soit un nouveau résultat de 477.020,54 €

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 14 voix pour et 4 abstentions,

Approuve la Modification budgétaire n°2 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2013.

3. **Finances – Arrêté du Gouvernement Wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages. Taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages, calculé sur base du budget 2014 et arrêté par le Collège Communal au 23/10/2013 – approbation**

Le taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages, calculé sur base du budget 2014 est de 95%.

La somme des recettes prévisionnelles s'élève à 750.402,00€

La somme des dépenses prévisionnelles s'élève à 791.410,59€

LE CONSEIL COMMUNAL, à l'unanimité,

Approuve le taux de couverture des coûts en matière de déchets des ménages.

4. **Finances – Taxe sur l’enlèvement des immondices – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l’article L1122-30 et l’article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l’établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l’organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

Vu l’Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l’Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l’article 7 modifiant l’article 371 du Code d’Impôts sur les Revenus ;

Considérant que l’enlèvement des immondices représente une charge importante pour la commune ;

Vu l’article 255, 11° de la nouvelle loi communale rendant obligatoires les dépenses relatives à la salubrité publique ;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d’assurer l’exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide à l’unanimité :

Article 1^{er} : Il est établi, de l’exercice 2014 à 2019, une taxe communale annuelle sur l’enlèvement des immondices. Est visé l’enlèvement des déchets ménagers et des déchets y assimilés.

Article 2 : Seule la situation au registre de la population au 1^{er} janvier de l’exercice d’imposition est prise en compte.

En cas de non-inscription au registre de la population pour quelque raison que ce soit, la taxe est due par l’occupant et solidairement par le propriétaire.

Un logement est tout local à usage d'habitation et partie de maison, d'immeuble où l'on réside habituellement.

Un ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de mariage ou des liens familiaux, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.

Le chef de ménage est le membre du ménage habituellement en contact avec l'administration pour les affaires qui concernent le ménage. La désignation de la personne de référence s'effectue conformément aux indications figurant dans le registre de population.

Les personnes vivant seules sont d'office considérées comme chefs de ménage.

Si, dans un même logement, il se trouve plusieurs personnes pouvant se prévaloir de la qualité de chef de ménage, la taxe est due solidairement par ces différentes personnes de sorte qu'il y ait toujours un impôt enrôlé par logement.

Article 3 : La taxe est due :

- par tout ménage et solidairement par les membres de tout ménage inscrit aux registres de population de la commune ou recensé comme second résident au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, à une adresse située le long du parcours ou à moins de 150 m du trajet suivi par le service d'enlèvement et le point de ramassage situé à front de rue.
La distance, sur terrain privé, entre le domicile et la voirie ne pourra, en aucun cas, être prise en considération.
- par toute personne physique, ou, solidairement, par les membres de toute association, ou, par toute personne morale qui, au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, pratiquaient une profession indépendante ou libérale, une activité agricole, commerciale, industrielle ou de services dans un ou plusieurs biens immobiliers situé(s) à moins de 150 mètres du parcours suivi par le service d'enlèvement et le point de ramassage situé à front de rue.

Article 4 : La taxe n'est pas applicable aux institutions publiques déterminées par la loi même si les immeubles qu'elles occupent ne sont pas leur propriété : cette exonération ne s'étend pas aux immeubles ou parties d'immeuble occupés à titre privé, aux personnes hébergées dans les homes ; aux membres des consulats et ambassades ; aux détenus des établissements pénitentiaires

Article 5 : La taxe est fixée à :

- a) 90 euros pour les isolés ;
- b) 140 euros pour les ménages dont question à l'article 3 § 1 composés de 2 personnes ou plus ;
- c) 140 euros solidairement par les membres de toute association ou par toute personne morale dont question à l'article 3 §2
- d) 250 euros pour les cafés ;
- e) 500 euros pour les restaurants ;
- f) 1000 euros pour les surfaces commerciales supérieures à 400 m² distribuant des produits alimentaires.

Lorsque le ménage et l'activité commerciale dont question aux points d, e et f du présent article sont domiciliés à la même adresse et constitués de la même personne, seul la taxe la plus importante sera due.

Article 6 : Toute année commencée est due en entier.

Article 7 : Les dégrèvements seront accordés dans les cas suivants :

- lorsqu'il s'agit de personnes bénéficiant du revenu d'intégration sociale,

- lorsque le logement se situe à plus de 150 mètres du trajet suivi par le service d'enlèvement,
- lorsque la taxe est à charge des héritiers d'un isolé si celui-ci décède dans le courant du premier mois de l'exercice d'imposition.

Article 8 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 9 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles 3321-1 à 3321-12 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

5. **Finances – Redevance pour la délivrance de documents administratifs – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges qu'entraîne pour l'Administration communale la délivrance de documents administratifs ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2014 à 2019, une redevance communale pour la recherche, la confection et la délivrance de documents administratifs par l'Administration Communale.

Ne sont pas visées :

- La délivrance des documents exigés pour la recherche d'un emploi ou la présentation d'un examen ou concours ;
- la délivrance des autorisations d'inhumer prévues par l'article 77 du code civil ;
- la délivrance des autorisations d'incinérer prévues par l'article 20 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ;
- La délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la SWL ;
- La délivrance de pièces relatives à l'allocation déménagement, installation et loyer (ADIL).

Article 2 : La redevance est due par la personne qui demande le document.

Article 3 : La redevance est fixée comme suit :

- 1) Redevance pour traitement des demandes de mariages ou de cohabitation légale : 20 €
- 2) Redevance pour travaux administratifs spéciaux – recherches généalogiques : 25€/heure avec un minimum de 20€ par dossier
- 3) Délivrance de document relevant du CWATUP :
 - Certificat d'urbanisme 1 : 20 €
 - Certificat d'urbanisme 2 : 20 €

4) Délivrance de passeports :

- adulte procédure normale : 15 € de taxe communale-0,5 € de redevance-30 € de taxe consulaire et 41 € de confection (pour un coût total de 81,5 €)
- adulte procédure d'urgence : 20 € de taxe communale-0,5 € de redevance-30 € de taxe consulaire et 210 € de confection (pour un coût total de 260,5 €)
- enfant de 0 à 12 ans procédure normale : 0,5 € de redevance et 41 € de confection (pour un coût total de 41,5 €)
- enfant de 0 à 12 ans procédure d'urgence : 0,5 € de redevance et 210 € de confection (pour un coût total de 210,5 €)
- enfant de 12 à 18 ans procédure normale : 10 € de taxe communale-0,5 € de redevance et 41 € de confection (pour un coût total de 51,5 €)
- enfant de 12 à 18 ans procédure d'urgence : 20 € de taxe communale-0,5 € de redevance et 210 € de confection (pour un coût total de 230,5 €)

5) Carte d'identité d'enfant de moins de 12 ans :

- Procédure normale : gratuit
- Procédure d'urgence : 110 euros
- Procédure d'extrême urgence : 180 euros

Article 4 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal.

6. **Finances – Redevance sur la délivrance de permis d'urbanisme – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une redevance communale sur les demandes de permis d'urbanisme.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui demande le permis.

Article 3 : La redevance est fixée à 150 euros par demande de permis d'urbanisme pour les permis traditionnels et à 50 euros pour les petits permis (notion relevant du CWATUP).

Article 4 : Sans préjudice des dispositions de l'article 3, une redevance forfaitaire complémentaire de 100 € est fixée pour l'indication sur place de l'implantation, pour l'affichage et pour l'établissement du procès-verbal y afférent, si ces activités sont réalisées par l'Administration communale.

Article 5 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du permis.

Article 6 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal.

7. Finances – Redevance sur les concessions et cellules columbarium - approbation

Madame Petit demande des précisions sur les degrés de parenté évoqués à l'article 3 de la redevance. La Présidente lui répond.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1132-1 à L1132-32 relatifs aux lieux de sépulture ;

Attendu que les cimetières de l'entité ont été dimensionnés en fonction de la population résident sur l'entité, et que pour éviter toute pénurie de place dans les cimetières de l'entité, le Conseil communal vise à limiter les inhumations de personnes hors entité et ce en appliquant un tarif différencié ;

Vu les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une redevance pour l'acquisition des concessions et des cellules columbarium dans les cimetières de l'entité.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui introduit la demande de concession ou de cellule columbarium.

Article 3 : La redevance est fixée à :

- 250 euros pour une concession ;
- 250 euros pour une simple cellule columbarium ;
- 250 euros pour une double cellule columbarium ;

pour les personnes habitant la Commune ou pour les personnes ayant un parent au 1^{er} ou 2^{ème} degré résidant sur l'entité.

Article 4 : Pour les personnes non visées à l'article 3, la redevance est fixée à :

- 400 euros pour une concession ;
- 400 euros pour une simple cellule columbarium ;
- 400 euros pour une double cellule columbarium ;

Article 5 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de concession ou de cellule columbarium.

Article 6 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 5, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

8. **Finances – Compte 2012 du CPAS - services ordinaire et extraordinaire – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 14 voix pour et 4 abstentions,

Résultat comptable du service ordinaire : 576.715,87€

Résultat comptable du service extraordinaire : 16.928,76€

Approuve le compte 2012 du CPAS, services ordinaire et extraordinaire.

9. **Finances - Modification budgétaire N°1 de l'exercice 2013 des services ordinaire et extraordinaire du CPAS – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 14 voix pour et 4 abstentions,

Au service ordinaire : les recettes s'élèvent à 5.154.374,86 €
Les dépenses s'élèvent à 5.154.374,86 €

Soit un nouveau résultat de 0€

Au service extraordinaire : les recettes s'élèvent à 923.498,26€
Les dépenses s'élèvent à 908.978,17€

Soit un nouveau résultat de 14.520,09 €

10. **Finances – Modification budgétaire N°1 de l'exercice 2013 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre – avis**

D'après le budget initial : Recettes : 13.607,70€
Recettes en plus : 2.233,00€

D'après le budget initial : Dépenses : 13.607,70€
Dépenses en plus : 2.233,00€

Nouveau Résultat : Recettes : 15.840,70€
Dépenses : 15.840,70€

Aucun supplément communal n'est sollicité par la Fabrique d'Eglise

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 16 voix pour et 2 abstentions,

La modification budgétaire n°1 de l'exercice 2013 de la Fabrique d'Eglise (Masnuy-Saint-Pierre) reçoit un avis favorable.

11. Finances – Modification budgétaire N°1 de l'exercice 2013 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean – avis

D'après le budget initial : Recettes : 42.132,97€
Recettes en plus : 52,06€

D'après le budget initial : Dépenses : 42.132,97€
Dépenses en plus : 52,06€

Nouveau Résultat : Recettes : 42.185,03€
Dépenses : 42.185,03€

Aucun supplément communal n'est sollicité par la Fabrique d'Eglise

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 16 voix pour et 2 abstentions,

La modification budgétaire n°1 de l'exercice 2013 de la Fabrique d'Eglise (Masnuy-Saint-Jean) reçoit un avis favorable.

12. Secrétariat Général – Assemblée Générale extraordinaire de l'I.G.H du 02 décembre 2013. Fusion des Intercommunales IDEG, IEH, IGH, INTEREST, INTERLUX, INTERMOSANE, SEDILEC et SIMOGEL, par constitution d'une nouvelle Intercommunale dénommée « Ores Assets » – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.G.H.;

Considérant que la commune a été convoquée par courrier du 30 septembre 2013 à participer à l'Assemblée générale extraordinaire de l'Intercommunale IGH du 02 décembre 2013 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et, notamment, ses articles L 1523-6 ET L1523-11 à L1523-14 ;

Considérant que les délégués des Communes associées aux Assemblées Générales sont désignés par le Conseil Communal de chaque commune parmi les membres des Conseils et Collèges Communaux proportionnellement à la Composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

Considérant que l'article L1523-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation disposent que les délégués de chaque commune rapportent à l'Assemblée Générale la proportion des votes intervenus au sein de leurs Conseil ;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée précitée ;

Considérant que la Commune souhaite, dans l'esprit du décret précité, jouer pleinement son rôle d'associé dans l'Intercommunale ;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil Communal exprime sa position à l'égard de l'opération de fusion envisagée ;

Vu le dossier annexé à la convocation de l'Assemblée Générale extraordinaire, à savoir :

1. La note de présentation du projet de fusion ;
2. Le projet de fusion établi par le Conseil d'Administration en sa séance du 19 septembre 2013 en application de l'article 706 du Code des Sociétés ;
3. Le rapport établi par le Conseil d'Administration en sa séance du 19 septembre 2013 en application de l'article 707 du Code des Sociétés ;
4. Le rapport établi par le Réviseur d'entreprises le 27 septembre 2013 en application de l'article 708 du Code des Sociétés ;
5. Le plan financier d'Ores Assets établi en application de l'article 391 du Code des Sociétés ;
6. Le projet d'acte constitutif de l'Intercommunale Ores Assets et les statuts d'Ores Assets.

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces éléments qu'il est de l'intérêt communal que l'opération de fusion puisse se réaliser ;

Considérant que la fusion projetée mérite en conséquence d'être approuvée ;

Considérant qu'il y a lieu également d'approuver le projet d'acte constitutif et les statuts de la nouvelle intercommunale issue de la fusion ;

Le Conseil décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver la fusion telle qu'elle est décrite dans le projet de fusion établi par le Conseil d'Administration en sa séance du 19 septembre 2013.

Article 2 : d'approuver le projet d'acte constitutif et les statuts de l'Intercommunale Ores Assets préalablement approuvé par le Conseil d'Administration en sa séance du 19 septembre 2013.

Article 3 : De charger ses délégués de rapporter à l'Assemblée Générale la proportion des votes intervenus au sein du Conseil.

Article 4 : De charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGH, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 25 novembre 2013.**
- Au Ministère Régional ayant la tutelle sur les Intercommunales dans ses attributions : DGO des Pouvoirs Locaux, de l'Action Sociale et de la Santé/ Département de la législation des Pouvoirs Locaux et de la Prospective, Direction de la Prospective et du Développement des Pouvoirs Locaux, Av. Gouverneur Bovesse, 100 à 5100 Jambes.

13. **Secrétariat Général – Assemblée Générale extraordinaire de l’I.E.H du 02 décembre 2013. Fusion des Intercommunales IDEG, IEH, IGH, INTEREST, INTERLUX, INTERMOSANE, SEDILEC et SIMOGEL, par constitution d’une nouvelle Intercommunale dénommée « Ores Assets » – approbation.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l’affiliation de la commune à l’Intercommunale I.E.H.;

Considérant que la commune a été convoquée par courrier du 30 septembre 2013 à participer à l’Assemblée générale extraordinaire de l’Intercommunale IEH du 02 décembre 2013 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et, notamment, ses articles L 1523-6 ET L1523-11 à L1523-14 ;

Considérant que les délégués des Communes associées aux Assemblées Générales sont désignés par le Conseil Communal de chaque commune parmi les membres des Conseils et Collèges Communaux proportionnellement à la Composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

Considérant que l’article L1523-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation disposent que les délégués de chaque commune rapportent à l’Assemblée Générale la proportion des votes intervenus au sein de leurs Conseil ;

Considérant les points portés à l’ordre du jour de l’Assemblée précitée ;

Considérant que la Commune souhaite, dans l’esprit du décret précité, jouer pleinement son rôle d’associé dans l’Intercommunale ;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil Communal exprime sa position à l’égard de l’opération de fusion envisagée ;

Vu le dossier annexé à la convocation de l’Assemblée Générale extraordinaire, à savoir :

1. La note de présentation du projet de fusion ;
2. Le projet de fusion établi par le Conseil d’Administration en sa séance du 19 septembre 2013 en application de l’article 706 du Code des Sociétés ;
3. Le rapport établi par le Conseil d’Administration en sa séance du 19 septembre 2013 en application de l’article 707 du Code des Sociétés ;
4. Le rapport établi par le Réviseur d’entreprises le 27 septembre 2013 en application de l’article 708 du Code des Sociétés ;
5. Le plan financier d’Ores Assets établi en application de l’article 391 du Code des Sociétés ;
6. Le projet d’acte constitutif de l’Intercommunale Ores Assets et les statuts d’Ores Assets.

Considérant qu’il résulte de l’ensemble de ces éléments qu’il est de l’intérêt communal que l’opération de fusion puisse se réaliser ;

Considérant que la fusion projetée mérite en conséquence d’être approuvée ;

Considérant qu’il y a lieu également d’approuver le projet d’acte constitutif et les statuts de la nouvelle intercommunale issue de la fusion ;

Le Conseil décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver la fusion telle qu'elle est décrite dans le projet de fusion établi par le Conseil d'Administration en sa séance du 19 septembre 2013.

Article 2 : d'approuver le projet d'acte constitutif et les statuts de l'Intercommunale Ores Assets préalablement approuvé par le Conseil d'Administration en sa séance du 19 septembre 2013.

Article 3 : De charger ses délégués de rapporter à l'Assemblée Générale la proportion des votes intervenus au sein du Conseil.

Article 4 : De charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IEH, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 25 novembre 2013.**
- Au Ministère Régional ayant la tutelle sur les Intercommunales dans ses attributions : DGO des Pouvoirs Locaux, de l'Action Sociale et de la Santé/ Département de la législation des Pouvoirs Locaux et de la Prospective, Direction de la Prospective et du Développement des Pouvoirs Locaux, Av. Gouverneur Bovesse, 100 à 5100 Jambes.

14. **Secrétariat Général – Assemblée Générale ordinaire de l'I.E.H du 02 décembre 2013.**
Adoption du Plan Stratégique 2014-2016 – approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.E.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune est représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur le point unique de l'ordre du jour et pour lequel il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point prévu à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.E.H. du 02 décembre et qui concerne l'adoption du Plan Stratégique 2014-2016.

Le Conseil décide, à l'unanimité,

Article 1^{er} : d'approuver :

- * le point unique de l'ordre du jour, à savoir :
Adoption du Plan Stratégique 2014-2016 ;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 05/11/2013;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IEH, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 27 novembre 2013.**

15. **Secrétariat Général – Assemblée Générale ordinaire de l'I.G.H du 02 décembre 2013.**
Adoption du Plan Stratégique 2014-2016 – approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.G.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune est représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur le point unique de l'ordre du jour et pour lequel il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point prévu à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.G.H. du 02 décembre et qui concerne l'adoption du Plan Stratégique 2014-2016.

Le Conseil décide,

Article 1^{er} : d'approuver, à l'unanimité :

- * le point unique de l'ordre du jour, à savoir :
Adoption du Plan Stratégique 2014-2016 ;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 05/11/2013;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGH, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 27 novembre 2013.**
-

16. **Secrétariat Général – Adhésion de la Commune au Plan de Cohésion Sociale 2014-2019 – formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Monsieur Delhayé fait remarquer le caractère positif et intéressant du projet déposé par la Commune dans le cadre du Plan de Cohésion sociale, et propose que le bilan des activités de la Maison de quartier soit présenté au Conseil communal lors d'une prochaine séance.

Tout en marquant son accord sur cette proposition, la Présidente donne à l'assemblée plusieurs exemples d'initiatives et activités développées par la Maison de quartier depuis sa création en 2010.

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Considérant qu'entre 2009 et 2013, la Commune de Jurbise a participé avec succès à la première édition du Plan de Cohésion sociale, qui a abouti à la mise en place de la Maison de quartier de Masnuy-Saint-Jean ;

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 04 mars 2013, a décidé de faire participer la Commune de Jurbise au nouvel appel à projet du Gouvernement Wallon relatif à la mise en place d'un Plan de Cohésion Sociale pour la période s'étalant de 2014 à 2019 ;

Vu l'approbation par le Collège communal, en sa séance du 09 septembre 2013, du formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2014-2019;

Attendu qu'il convient de communiquer le formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2014-2019, ainsi que la délibération du Conseil Communal l'approuvant ;

Sur proposition du Collège communal,

DECIDE , à l'unanimité:

Article 1er. – De l'approbation du formulaire relatif au projet de plan de Cohésion Sociale 2014-2019.

Article 2. – Un exemplaire de la présente délibération sera transmis au Service Public de Wallonie, Secrétariat général de la Direction interdépartementale de la Cohésion Sociale, dans les plus brefs délais.

17. Juridique – Nouveau règlement d’ordre intérieur du Conseil communal de Jurbise – adaptation du règlement d’ordre intérieur approuvé par le Conseil communal en date du 26 mars 2013 suite aux remarques des autorités de tutelle – approbation

La Présidente précise que, outre une modification apportée à la demande des autorités de tutelle, ce nouveau règlement d’ordre intérieur intègre les modifications de dénomination relatives aux grades légaux et prévoit désormais la possibilité, pour chaque conseiller qui en fait la demande, d’obtenir les pièces de l’ordre du jour des séances du Conseil communal par voie électronique (email). De la même manière, un conseiller qui en fait la demande pourra bénéficier d’une adresse email de la Commune.

Le Directeur général f.f. complète cette information en précisant que la seule exception à l’envoi des pièces par la voie électronique se rapportera aux comptes et budgets, dont la taille risque d’être trop conséquente pour permettre l’envoi de ces documents par mail.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal, L1122-18 portant sur le règlement d’ordre intérieur que le Conseil communal est compétent pour adopter, et L3122-2 relatif aux actes soumis à la tutelle générale d’annulation du Gouvernement wallon ;

Vu le décret du 26 avril 2012 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu également les articles 26bis, §5, al.2 et 34bis de la Loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, relatifs aux réunions conjointes du Conseil communal et du Conseil de l’Action sociale ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Considérant qu’il a été jugé nécessaire et opportun, compte tenu des évolutions décrétales survenues au cours de la dernière mandature, d’adapter en profondeur le règlement d’ordre intérieur du Conseil communal arrêté en date du 12 décembre 2006 ;

Vu le tableau de préséance arrêté en séance du Conseil communal du 3 décembre 2012;

Considérant que, outre les dispositions que le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation prescrit d’y consigner, le présent règlement peut comprendre des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du Conseil communal de Jurbise ;

Vu le projet de règlement d’ordre intérieur adopté par le Conseil communal en sa séance du 22 janvier 2013, et soumis à l’approbation des autorités de tutelle ;

Vu l’Arrêté ministériel du 25 février 2013 du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville Paul Furlan, annulant les articles 50, 70, 72 et 76 du projet de règlement d’ordre intérieur du Conseil communal de Jurbise;

Vu le projet de règlement d’ordre intérieur adopté par le Conseil communal en sa séance du 26 mars 2013, et soumis à l’approbation des autorités de tutelle ;

Vu l'Arrêté ministériel du 29 avril du 2013 du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville Paul Furlan, annulant l'article 50 du projet de règlement d'ordre intérieur du Conseil communal de Jurbise;

Attendu que sur base des Arrêtés ministériels évoqués ci-dessus, le Conseil communal de Jurbise est aujourd'hui invité à apporter certaines corrections et modifications à son projet de règlement d'ordre intérieur ;

Considérant qu'il est proposé d'intégrer à ce règlement d'ordre intérieur une disposition découlant du Décret du 31 janvier 2013, et relative à la possibilité, pour les membres du Conseil communal qui en font la demande, de recevoir une adresse de courrier électronique personnelle ainsi que d'obtenir, par la voie électronique, les convocations et les pièces relatives aux ordres du jour du Conseil communal ;

Considérant que, conformément aux dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le projet de règlement d'ordre intérieur soumis ce jour à l'adoption du Conseil communal sera soumis à nouveau, pour approbation, à la tutelle générale d'annulation du Gouvernement wallon ;

Sur proposition du Collège communal,

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter le nouveau règlement d'ordre intérieur du Conseil communal de Jurbise.

Article 2. - De transmettre pour approbation aux autorités de tutelle, un exemplaire de la présente délibération ainsi qu'un exemplaire du nouveau règlement d'ordre intérieur du Conseil communal.

18. **Juridique – Contrat de bail emphytéotique entre la Commune et le CPAS de Jurbise, relatif au bâtiment de la Crèche d'Erbisoeul – désignation de Madame Jacqueline Galant, en sa qualité de Bourgmestre, et de Monsieur Stéphane Gillard, en sa qualité de Directeur général faisant fonction, pour représenter la Commune de Jurbise – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Attendu que la Crèche d'Erbisoeul, dont la construction s'est terminée au cours de l'année 2013 et dont l'ouverture officielle s'est concrétisée le 1^{er} juillet 2013, a été construite par la Commune de Jurbise sur un terrain lui appartenant, ce depuis le rachat des parcelles cadastrées 4^{ème} Division « Erbisoeul » Section B, n° 157 D3, 145 A2, 145 D2, 145 E2, le 27 avril 2004 ;

Vu le projet de contrat d'emphytéose soumis ce jour à l'approbation du Conseil communal ;

Vu le plan établi par Monsieur le Géomètre Guy Meunier le 15 septembre 2008, et annexé au projet de contrat d'emphytéose ;

Attendu qu'il est aujourd'hui proposé de désigner Madame Jacqueline Galant, en sa qualité de Bourgmestre, et Monsieur Stéphane Gillard, en sa qualité de Directeur général faisant fonction, pour représenter la Commune de Jurbise lors de la signature du contrat d'emphytéose précité ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la conclusion d'un contrat d'emphytéose entre la Commune et le CPAS de Jurbise portant sur le bâtiment de la Crèche d'Erbisoeul, ainsi que les modalités du contrat d'emphytéose telles que présentées ce jour en séance.

Article 2. - De désigner Madame Jacqueline Galant, en sa qualité de Bourgmestre, et Monsieur Stéphane Gillard, en sa qualité de Directeur général faisant fonction, pour représenter la Commune de Jurbise lors de la signature du contrat d'emphytéose.

Article 3. - De transmettre, une fois conclu et signé par les parties, un exemplaire du contrat d'emphytéose à Monsieur le Receveur de l'Enregistrement.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier, et d'annexer un exemplaire de celle-ci au contrat d'emphytéose.

19. **Juridique – MP 2013-34-SG relatif à la désignation d'un prestataire pour la réalisation des contrôles médicaux du personnel communal non enseignant et du CPAS – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 200.000,00 €; catégorie de services 25), et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-34-SG relatif au marché "Désignation d'un prestataire pour la réalisation des contrôles médicaux du personnel communal non enseignant et du CPAS" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 9.090,90 € hors TVA ou 10.999,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2013, article 104/123-14, ainsi qu'aux articles 104/831/837/8351/8441/8443/8449/8451/123-14 ;

Considérant que les crédits nécessaires seront également inscrits aux budgets ultérieurs ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-34-SG et le montant estimé du marché "Désignation d'un prestataire pour la réalisation des contrôles médicaux du personnel communal non enseignant et du CPAS", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 9.090,90 € hors TVA ou 10.999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Copie de cette décision sera transmise aux autorités du CPAS pour information.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2013, article 104/123-14, ainsi qu'aux articles 104/831/837/8351/8441/8443/8449/8451/123-14 et aux budgets ultérieurs.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

20. **Juridique** – MP 2013-35-SG-ML relatif à la désignation d'un prestataire pour la réalisation d'un schéma de développement commercial – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Monsieur Delhay demande si le prestataire qui sera désigné à l'issue de cette procédure, sera une société de consultance et s'il sera lié, d'une manière ou d'une autre, aux prescriptions du Schéma de Structure communal. Il demande également si le Collège communal a déjà une idée des priorités qui seront fixées. Madame Senecaut souhaite également savoir si ce prestataire sera bien indépendant de l'auteur du Schéma de Structure communal.

La Présidente répond par l'affirmative à la première question de Monsieur Delhay, et confirme que le prestataire qui sera désigné sera totalement indépendant de l'auteur du Schéma de Structure communal – même si les dispositions du Schéma devront, comme il se doit, être prises en considération dans le Schéma de développement commercial. La Présidente précise également que les pistes de réflexion précises seront établies par le prestataire.

Madame Senecaut demande s'il sera notamment tenu compte des dispositions du Schéma de Structure communal envisageant la création d'une zone d'activité économique. La Présidente lui répond que cette piste pourra effectivement être envisagée par l'auteur du Schéma de développement commercial, sur base de la réflexion et des analyses qui seront menées par ce dernier.

Enfin, Madame Senecaut demande si ce prestataire sera chargé de l'implantation des commerces. La Présidente lui répond par la négative, ce prestataire étant davantage en charge d'analyser et déterminer le profil des commerces dont l'implantation serait recommandée sur la Commune.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 200.000,00 €; catégorie de services 27) ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-35-SG-ML relatif au marché "Désignation d'un prestataire pour la réalisation d'un schéma de développement commercial" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°2 de l'exercice extraordinaire du budget 2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-35-SG-ML et le montant estimé du marché "Désignation d'un prestataire pour la réalisation d'un schéma de développement commercial", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit en modification budgétaire n°2 de l'exercice extraordinaire du budget 2013.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

21. **Juridique** – MP 2013-38-SG-GU relatif à l'acquisition d'une épandeuse de sel pour le Service Voirie – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-38-SG-GU relatif au marché "Acquisition d'une épandeuse de sel pour le Service Voirie" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 25.000,00 € hors TVA ou 30.250,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/744-51 (n° de projet 20130024) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-38-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'une épandeuse de sel pour le Service Voirie", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 25.000,00 € hors TVA ou 30.250,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/744-51 (n° de projet 20130024).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

22. **Juridique** – MP 2013-39-SG-GU relatif à l’acquisition d’un cric hydraulique pour le Service Travaux – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l’article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 200.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 110 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2013-39-SG-GU pour le marché “Acquisition d'un cric hydraulique pour le Service Travaux” ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.000,00 € hors TVA ou 2.420,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2013, article 421/744-51 (n° de projet 20130026) ;

DECIDE, à l’unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2013-39-SG-GU et le montant estimé du marché “Acquisition d'un cric hydraulique pour le Service Travaux”, établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 2.000,00 € hors TVA ou 2.420,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2013, article 421/744-51 (n° de projet 20130026).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

23. **Juridique** – MP 2013-39-SG-GU relatif à l'acquisition d'une pince à tuyaux pour le Service Travaux – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2013-40-SG-GU pour le marché "Acquisition d'une pince à tuyaux pour le Service Travaux" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.000,00 € hors TVA ou 6.050,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/744-51 (n° de projet 20130026) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2013-40-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'une pince à tuyaux pour le Service Travaux", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 5.000,00 € hors TVA ou 6.050,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/744-51 (n° de projet 20130026).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

24. **Personnel – Règlement de pointage de la Commune de Jurbise : adaptations apportées au Statut administratif et au Règlement de travail du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise – adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1^{er} mars 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Attendu qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à l'adaptation de l'article 18 du statut administratif communal, ainsi qu'à celle des articles 14 et 15 du règlement de travail communal ;

Attendu que le règlement de pointage du personnel communal non enseignant constituera une annexe au règlement de travail du personnel, tel qu'adopté par le Conseil communal le 1^{er} mars 2011 ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter les adaptations proposées au statut administratif (art. 18) et au règlement de travail (art. 14 et 15) du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise.

Article 2. - Le règlement de pointage du personnel constituera une annexe au règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise.

Article 3. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

25. **Personnel** – Circulaire ministérielle du 19 avril 2013 du Ministre Paul Furlan, en charge des Pouvoirs locaux et de la Ville : adaptations apportées au Statut administratif et au Statut pécuniaire du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise – **adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le statut pécuniaire du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Attendu qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à diverses adaptations du statut administratif communal et du statut pécuniaire, afin d'intégrer les modifications découlant de la circulaire ministérielle précitée, notamment la disparition des échelles E1 et D1 et ses conséquences sur les échelles E2, E3, D2 et D3 ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter les adaptations proposées au statut administratif et au statut pécuniaire du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

26. **Personnel – Conseiller en prévention et SIPP : adaptations apportées au Règlement de travail du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise – adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1^{er} mars 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Attendu qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à l'adaptation des articles 83 et 84 du règlement de travail communal, afin d'actualiser les informations relatives au Conseiller en prévention et aux coordonnées de contact du SIPP ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter les adaptations proposées au règlement de travail (art. 83 et 84) du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

27. **Personnel – Dispositions en matière de congé parental : adaptations apportées au Statut administratif du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise – adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu l'Arrêté royal du 31 mai 2012 transposant la Directive 2010/18/UE du Conseil du 8 mars 2010 portant application de l'accord-cadre révisé sur le congé parental conclu par BusinessEurope, l'UEAPME, le CEEP et la CES, et abrogeant la Directive 96/34/CE ;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Attendu qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à l'adaptation de l'article 104 du statut administratif communal, afin d'intégrer les dispositions découlant de l'Arrêté royal du 31 mai 2012 précité en matière de congé parental ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter les adaptations proposées au statut administratif (art. 104) du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

28. **Personnel – Droit à l'interruption de carrière pour soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade (enfant gravement malade) : adaptations apportées au Statut administratif du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise – adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu l'Arrêté royal du 10 octobre 2012 modifiant l'Arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade ;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Attendu qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à l'adaptation de l'article 131 du statut administratif communal, afin d'intégrer les dispositions découlant de l'Arrêté royal du 10 octobre 2012 précité relatives à l'interruption de carrière pour soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter les adaptations proposées au statut administratif (art. 104) du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

29. **Personnel – Organisation d'un examen de recrutement d'un ouvrier E2 (auxiliaire professionnel – manœuvre travaux lourds) – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Attendu qu'un emploi d'auxiliaire professionnel E2 est prévu dans le cadre du personnel communal et demeure à pourvoir ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011, et ses adaptations ultérieures ;

Considérant que le budget 2013 de la Commune de Jurbise prévoit l'éventuelle organisation d'examens de recrutement, conformément au statut administratif susnommé ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs au recrutement d'un auxiliaire professionnel E2, sont fixés au statut administratif susnommé ;

Attendu qu'il est proposé de procéder à un recrutement par appel restreint ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la proposition relative à l'organisation d'un examen de recrutement d'un ouvrier E2 (auxiliaire professionnel – manœuvre travaux lourds) statutaire.

Article 2. - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément au statut administratif applicable au personnel communal et ce par le biais d'un appel restreint.

Article 3. - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour information.

30. **Personnel – Statut pécuniaire des grades légaux : modification de l'échelle de traitement des grades légaux suite au passage de la Commune en catégorie 15 – adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le statut pécuniaire du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu la délibération du 20 septembre 2011 du Conseil communal, modifiant le statut pécuniaire du Secrétaire communal et du Receveur communal de l'Administration communale de Jurbise ;

Considérant que, conformément à l'article L1123-15 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, suite au passage de la Commune de Jurbise de la catégorie 14 (8.001 – 10.000 habitants) à la catégorie 15 (10.001 – 15.000 habitants), il convient d'adapter l'échelle de traitement des grades légaux, avec effet au 1^{er} janvier 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 1^{er} juillet 2013 ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter les adaptations proposées à l'échelle de traitement des grades légaux, avec effet au 1^{er} janvier 2013, et ce afin de tenir compte du passage de la Commune de Jurbise en catégorie 15, conformément à l'article L1123-15 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

31. **Secrétariat – Règlement complémentaire sur le roulage : zone 30 dans le quartier Rue du Brocquerooy – rue du Court Tournant et lignes blanches continues sur le chemin du Prince – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la demande de permis d'urbanisme introduite par la S.A. LIXON pour la régularisation de la construction de 36 maisons groupées, des abords et d'une voirie à la rue de Brocquerooy à 7050 Masnuy-Saint-Jean, section C n°273, 274 a, 272 z, 272 k2, 293 a et 272 m2 ;

Considérant la conformité des aménagements de voirie réalisés sur base de l'avis de Hainaut Ingénierie Technique ;

Considérant l'étroitesse de la voirie et le nombre important d'habitations à cet endroit ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures visant à faire ralentir la vitesse de circulation des véhicules afin de garantir la sécurité;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : Dans le quartier formé par les rue de Brocquerooy et du Court Tournant, une zone 30 est établie en conformité avec les plans terrier et de détail, ci-joints.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F4a, F4b et les marques au sol appropriées (peignes des ralentisseurs).

Article 2 : Dans le Chemin du Prince, la chaussée est divisée en deux bandes de circulation à ses débouchés sur la rue du Court Tournant (de part et d'autre de celle-ci) et de la rue de Brocquerooy (de part et d'autre de celle-ci) à chaque fois sur des distances de 15 mètres.

Ces mesures seront matérialisées par le tracé de lignes blanches axiales continues amorcées par trois traits discontinus.

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

32. Urbanisme – Demande de permis d’urbanisme introduite par la S.A. LIXON pour la régularisation de la construction de 36 maisons groupées, des abords et d’une voirie à la rue de Brocqueroy à 7050 Masnuy-Saint-Jean, section C n°273, 274 a, 272 z, 272 k2, 293 a et 272 m2 – avis

Madame Senecaut s’interroge sur une éventuelle erreur dans le libellé de l’article 1 du projet de délibération, cet article ne mentionnant que la régularisation de la voirie et pas celle des 36 maisons du lotissement. La Présidente lui confirme qu’une vérification sera faite à ce sujet.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande de permis d’urbanisme introduite par la S.A. LIXON ayant pour objet la régularisation de la réalisation de 36 maisons groupées situées rue de Brocqueroy n°85 à 115 à 7050 Masnuy-Saint-Jean et de la modification de voirie (rue de Brocqueroy), sur un terrain cadastré 2^{ème} division, section C, n°273, 274a, 272z, 272k2, 293a et 272m2 ;

Vu le rapport préalable du Collège communal du 29 juillet 2013 ;

Vu les articles 129 bis et 129 quater du CWATUPE ;

Vu l’engagement de la S.A. « Groupement immobilier de Mons » de rétrocéder à titre gratuit la voirie à la Commune de Jurbise daté du 3 décembre 2012;

Vu le Code Wallon de l’Aménagement du Territoire, de l’Urbanisme, du Patrimoine et de l’énergie ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu qu’au plan de secteur la partie du site sur laquelle les habitations ont été construites est située en zone d’habitat à caractère rural ; que le nord du site est situé en zone agricole d’intérêt paysager ; que seule de la végétation est prévue sur cette partie du site ; que le projet est donc conforme aux affectations prévues par le plan de secteur ;

Vu la situation du bien en zone d’habitat à couvert végétal dense en vertu du schéma de structure communal adopté provisoirement par le Conseil communal (SSC) en date du 28 février 2012 et définitivement en date du 26 mars 2013 ;

Vu l’avis favorable de la Direction Générale Ressources Matérielles – Division CIS & Infra – Section Infrastructure du 17 janvier 2013 ;

Vu l’avis favorable conditionnel du Service Incendie de la Ville de Mons du 7 février 2013 ;

Vu l’avis de Hainaut Ingénierie Technique du 15 janvier 2013 ;

Vu l’avis favorable conditionnel de la CCATM de Jurbise du 18 février 2013 ;

Vu l’avis du CWEDD du 28 janvier 2013 ;

Vu l’enquête publique réalisée du 21 janvier au 19 février 2013 sur le territoire des communes de Jurbise, de Mons et de Soignies pour les motifs suivants : la demande de permis relative à des constructions groupées porte sur une superficie de 2 hectares ou plus (article 330, 7°, du CWATUPE) et elle est visée à l’article 129 quater du CWATUPE (modification de voirie – article 330, 9°, du CWATUPE) ;

Considérant qu'à l'issue de cette enquête publique, la Ville de Mons n'a reçu aucune réclamation ;

Considérant que la commune de Soignies a organisé une enquête publique du 21 janvier 2013 au 19 février 2013 et qu'à l'issue de celle-ci aucune réclamation n'a été introduite auprès de leur service ;

Considérant que, sur le territoire de la commune de Jurbise 2 lettres de réclamations ont été introduites ; que 4 personnes étaient présentes lors de la réunion de clôture de l'enquête publique et y ont formulé des observations orales ;

Considérant que ces réclamations portent sur :

- La poche drainante vers laquelle une partie des eaux pluviales sera évacuée ;
- La crainte d'inondations dans les habitations en aval du projet ;
- Pourquoi les trop-pleins des citernes d'eau de pluie ne seraient-ils pas rejetés à l'égout ? ;
- La crainte d'expropriation pour la réalisation de la tranchée drainante ;
- Les plantations prévues au nord du site en bordure du terrain de Monsieur DUCARREUX devraient être distantes de ce terrain de 20 à 30 mètres ; la haie de conifères au nord du site ne devrait pas être enlevée parce qu'elle constitue un écran végétal ;
- Distance des plantations par rapport aux limites mitoyennes ;
- L'entretien des plantations prévues ;
- Le non respect des limites parcellaires sur le plan masse ;
- La tranchée drainante passe dans la parcelle T² 272 ;
- Les arbres à haute tige doivent être implantés à minimum 2 mètres des clôtures et non sur les parcelles ni sur les limites parcellaires ;
- Il convient de planter des essences âgées afin de créer l'écran souhaité ;
- L'emplacement des arbres entre les parcelles n²75 et t²272 ne correspond pas à l'écran végétal proposé dans les photomontages ;
- Les limites arrières des parcelles concernées devraient être constituées d'une clôture répondant aux prescriptions du permis de lotir du 13 mars 1964 (soit une haie de minimum 1,50 mètre, soit des plaques de béton de 0,5 mètre avec des piquets reliés d'un treillis métallique d'une hauteur totale maximale de 2 mètres) ;
- Une clôture rendant impossible l'accès aux parcelles afin d'éviter tout dépôt d'immondices devrait être à la charge de la SA LIXON ;
- Un relevé des limites parcellaires devrait être dressé par un géomètre expert suivant les actes de propriétés des parcelles concernées sur le plan LIXON et un plan adapté adressé aux riverains ;
- Les parcelles 15 et 16 du lotissement du 2 novembre 1963 ont une surface de 13 ares chacune et non de 12 ares ;
- La parcelle b²75 est diminuée de 90 m² suivant le plan de LIXON ;
- Il conviendrait d'indiquer sur le plan cadastral l'habitation existante sur la parcelle t²273 et la destination de cette parcelle ainsi que celle de la s²272 comme « habitation R+T », ces parcelles ne sont pas destinées à remplacer le goulot de la rue de Brocquerois ;
- Le terrain situé à l'arrière des maisons LIXON à côté de la propriété sise rue de Brocquerois 76 n'est pas entretenu, les riverains souhaitent que la société LIXON respecte le règlement général de police ;

Considérant qu'il s'agit d'une demande de permis de régularisation ; que les habitations ont déjà été réalisés ; que néanmoins le demandeur propose des aménagements à la situation existante ;

Considérant qu'une demande de permis avait été introduite le 22 novembre 1999 par la S.A. LIXON pour la construction de 28 maisons groupées ; que ce permis a été octroyé par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 8 février 2000 ;

Considérant que le 10 avril 2000, une demande de permis d'urbanisme pour la construction de 8 habitations groupées a été introduite par la S.A. LIXON; que ce permis a été octroyé le 30 octobre 2000 par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant que Monsieur VAN DEN BERGE, riverain du projet, a introduit un recours en annulation et suspension au Conseil d'Etat le 31 octobre 2000 contre le permis autorisant la construction de 28 habitations groupées ; qu'il a ensuite introduit un second recours en annulation et suspension contre le permis autorisant la construction de 8 habitations groupées en date du 28 décembre 2000 ;

Considérant que le 22 février 2001 une demande de permis d'urbanisme ayant pour objet l'aménagement de la voirie est introduite ; que, sur recours, le Ministre wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement accorde ce permis en date du 4 juin 2002 ;

Considérant que, par un arrêt du 18 juin 2001, n° 96.578, le Conseil d'Etat a rejeté les demandes de suspension concernant les deux permis relatifs à la construction de 8 et 28 habitation groupées ;

Considérant que les travaux ont été réalisés entre fin octobre 2000 et mi-octobre 2001, que la réception provisoire a eu lieu à la mi-novembre 2001 ;

Considérant que, par un arrêt du 12 mai 2009, n°193.236, le Conseil d'Etat annule les deux permis d'urbanisme relatifs à la construction des habitations ;

Considérant que, par une requête datée du 16 février 2009, Monsieur VAN DEN BERGE demande l'annulation du permis d'urbanisme relatif à l'aménagement de la voirie ; que le Conseil d'Etat annule ce permis par un arrêt n° 198.346 du 30 novembre 2009 ;

Considérant qu'un arrêt d'annulation du Conseil d'Etat a pour effet de replacer l'autorité administrative chronologiquement entre le dépôt des demandes de permis et l'octroi desdits permis ; que le demandeur n'est donc pas tenu de déposer une nouvelle demande de permis ;

Considérant que, néanmoins, la commune de Jurbise a décidé de demander à la S.A. LIXON de réintroduire une seule et même demande de permis d'urbanisme portant sur les 36 habitations et les aménagements de la voirie et d'imposer la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que l'article 155, § 6, du CWATUPE précise que :

« Lorsque les actes et travaux exécutés ou maintenus en infraction sont susceptibles de recevoir le permis d'urbanisme requis, sur la base soit de la réglementation en vigueur lors de l'accomplissement des actes et travaux, soit de la réglementation en vigueur au moment du dépôt de la demande, le cas échéant en application des articles 110 à 113 ou 127, § 3, et eu égard à la destination générale de la zone ou de son caractère architectural, le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué propose, de commun accord avec le collège communal, une transaction au contrevenant » ;

Considérant que cet article précise que la législation applicable à une demande de permis en régularisation est soit celle en vigueur lors de l'accomplissement des actes et travaux, soit celle en vigueur au moment du dépôt de la demande ;

Considérant qu'il convient, en l'espèce, d'appliquer la législation en vigueur au moment du dépôt de la demande, soit en décembre 2012 ;

Considérant que la demande de permis comprend une étude d'incidences sur l'environnement réalisée par le bureau d'étude agréé ARCEA ; que le CWEDD a estimé, dans son avis du 28 janvier 2013, que l'étude d'incidences est de bonne qualité ;

Considérant que la demande de permis porte sur douze habitations à trois façades et vingt-quatre maisons à deux façades ; que les parcelles privatives ont une superficie comprise entre 186 m² et 420 m² ; que les jardins privatifs ont une superficie variant d'environ 102 à 335 m² ; qu'ils sont bordés de clôtures en piquets et de treillage métallique ; que chaque habitation est pourvue d'un garage ; qu'une place de stationnement est prévue devant chaque garage ;

Considérant qu'excepté la voirie, le reste du site est composé au nord de pâtures clôturées et d'un terrain multifonctionnel fauché délimité par une haie de conifères ; qu'au sud du site se trouvent des pâtures clôturées ; que ces terrains sont destinés à un usage privé ;

Considérant que les équipements de la plaine de jeux située au nord du site ont été démantelés ; que le placement d'équipements afin de créer une aire de jeux ne fait pas partie de la présente demande de permis ;

Considérant que le site du projet est situé à la limite de la commune de Jurbise avec les communes de Mons et de Soignies ;

Considérant que le projet s'étend le long d'une voirie existante, la rue de Brocqueroy ; que cette route est reliée à l'est au chemin du Prince et à l'ouest à la rue du Court Tournant qui rejoint, au sud, le chemin du Prince ;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences précise que les différents gestionnaires de réseaux ont été interrogés ; que le projet est raccordé aux réseaux de distribution existants (eau, électricité, télédistribution et téléphonie) ;

Considérant qu'une cabine électrique a été construite ; que son dimensionnement a été établi par le distributeur d'électricité ; que le réseau de distribution de l'électricité est donc suffisant pour supporter la charge du projet ; que le site est raccordé au gaz naturel depuis 2013 ;

Considérant qu'à l'origine la rue de Brocqueroy présentait une largeur d'environ 5 mètres et ne disposait pas de trottoirs ;

Considérant que la rue de Brocqueroy a été réaménagée sur une longueur d'environ 260 mètres ; que la sinuosité de la rue a été maintenue ; que des trottoirs ont été ajoutés de chaque côté de la voirie ;

Considérant que trois zones de parking public sont disposées le long de la voirie ; que 17 emplacements, dont un pour les personnes à mobilité réduite, ont ainsi été créés ; que chaque habitation dispose d'un garage et d'un emplacement de stationnement devant celui-ci ; que le nombre de parkings publics créés par le projet apparaît donc suffisant compte tenu de la localisation du projet qui n'est pas situé à proximité du centre du village ; que les emplacements publics permettent de couvrir les besoins de la rue ;

Considérant que la bande de roulement large de 2,50 mètres est couverte d'un revêtement hydrocarboné ; qu'elle est bordée de filets d'eau en béton préfabriqué de 30 cm de large et de

trottoirs en pavés drainant de 1,50 mètre de large ; que la largeur totale de la voirie (y compris les trottoirs) est de 6,10 mètres ; que le stationnement en voirie est interdit ;

Considérant qu'afin de limiter la vitesse des véhicules et de conserver l'étroitesse de la voirie, une seule bande de circulation a été conservée et trois aires de croisement ont été aménagées ; que de cette manière, les longs alignements sont brisés et la protection des usagers faibles est renforcée en aménageant des trottoirs et en évitant des vitesses excessives sur la voirie ; que les trottoirs sont aménagés de plein pied avec la voirie pour favoriser le partage de l'espace public et la convivialité des lieux ;

Considérant que la solution de créer des élargissements ponctuels plutôt que de créer deux bandes de roulement permet de donner à la voirie un caractère résidentiel ; que cette configuration incite les automobilistes à réduire leur vitesse et favorise donc la cohabitation avec les cyclistes et les piétons ; que ces élargissements facilitent le croisement des véhicules ainsi que les manœuvres sur cette voirie étroite augmentant de ce fait la sûreté de la voirie ;

Considérant que la voirie telle que réaménagée permet une bonne cohabitation entre les différents modes de transports ; qu'elle tend à encourager les modes doux de déplacement, notamment les piétons, en aménageant des trottoirs et en limitant la vitesse des véhicules ; que la voirie facilite le cheminement des usagers faibles ; qu'elle assure la sécurité et la tranquillité de tous ses usagers et des riverains ;

Considérant que la voirie préexistait au projet ; que le maillage des voiries n'est donc pas modifié ;

Considérant que la rue de Brocqueroiy au croisement avec le chemin du Prince à l'est du site est étroite et que la visibilité à ce carrefour est réduite, un arrêté modifiant le règlement de circulation routière a été pris par le Conseil communal de Jurbise précisant que dans le quartier formé par les rues de Brocqueroiy et du Court Tournant, une zone 30 est établie matérialisée par le placement de signaux F4a, F4b et les marques au sol appropriées (peignes des ralentisseurs) ; que cet arrêté précise également que, le chemin du Prince est divisé en deux bandes de circulation à ses débouchés sur la rue du Court Tournant et de la rue de Brocqueroiy, de part et d'autre de celles-ci à chaque fois sur des distances de 15 mètres ; que ces mesures sont matérialisées par le tracé de lignes blanches axiales continues amorcées par trois traits discontinus ;

Considérant qu'en ce qui concerne la circulation, l'auteur de l'étude d'incidences a réalisé un comptage des véhicules afin d'évaluer la charge de véhicules supplémentaires ; qu'il en arrive à la conclusion que la charge de véhicules supplémentaire engendrée par le projet est parfaitement absorbable par la rue de Brocqueroiy telle qu'aménagée ainsi que par le chemin du Prince et la rue du Court Tournant ;

Considérant que les habitations sont louées actuellement aux militaires du SHAPE ; que jusqu'à 36 déménagements sont observés chaque année ; que les riverains se plaignent de la taille des camions effectuant ces déménagements fréquents ;

Considérant, néanmoins, que la rue de Brocqueroiy est interdite aux véhicules de plus de 8 mètres de long ; que les véhicules de moins de 8 mètres disposent d'un rayon de braquage suffisant pour emprunter les deux carrefours d'accès à la rue de Brocqueroiy ; qu'au vu de la configuration de la voirie, il n'apparaît pas que ces camions stationnés le long de la voirie obstruent celle-ci ; que leur dépassement reste possible ;

Considérant que, par conséquent, les déménagements n'apparaissent pas poser de problème ;

Considérant que le ramassage des déchets est assuré par les services de la Commune ; que la voirie sera refaite pour être conforme aux plans déposés ; que de la végétation sera plantée ; que ces mesures ont pour effet d'améliorer la propreté et la salubrité de la voirie ;

Considérant que le SSC prévoit les recommandations suivantes pour la zone d'habitat résidentiel à couvert végétal dense en ce qui concerne les voiries :

- « les projets ne devront pas imposer la création de nouvelles voiries ;
- les surfaces imperméables sont évitées ;
- les projets seront étudiés en fonction de leur capacité à épurer les eaux usées générées ;

(...)

Le trafic routier s'y écoule à vitesse modérée (50 km/h sur les axes structurants, 30 km/h sur les rues n'assurant qu'une desserte locale). Des aménagements sont réalisés pour assurer la sécurité des usagers faibles (création ou élargissement de trottoirs, éclairage des traversées de voiries,...) ».

Considérant que le projet n'a pas induit la création de nouvelle voirie ; que la voirie qui existait avant la réalisation du projet était déjà en grande partie asphaltée ;

Considérant que les trottoirs seront réalisés en pavés de béton avec joints drainants; que ce matériau est plus perméable que le béton hydrocarboné traditionnel que, dans cette mesure, le demandeur de permis tend à éviter les matériaux imperméables ;

Considérant, en outre, que la voirie telle que conçue est plus étroite qu'une voirie à deux bandes ; qu'en effet, la réalisation d'aires de croisement permet le passage des véhicules dans les deux sens sans entraîner d'élargissement plus conséquent de la voirie ; qu'il apparaît que la réalisation de la voirie en asphalté est nécessaire pour assurer la sécurité sur cette voirie ; que la sécurité et la commodité de passage pour tous les usagers impliquent la réalisation de la voirie, en ce compris les aires de croisement, avec des matériaux imperméables ;

Considérant que des mesures sont prises pour la récolte des eaux de la voirie ; que les eaux de pluie ainsi récoltées sont collectées par l'égouttage public et emmenées, avec des eaux usées du quartier, vers un exutoire aval situé à environ 500 mètres au sud du site, dans un thalweg naturel traversant les bois (au droit de l'habitation sise Chemin du prince 429) avant de rejoindre le réseau hydrographique ;

Considérant que les eaux du site étant traitées, elles peuvent être évacuées dans tout type de voie d'écoulement d'eaux de surface

Considérant que l'urbanisation du site induit une imperméabilisation de la zone de 6.541 m² ; que les eaux pluviales qui ruissellent sur ces zones imperméables sont reprises par le système d'égouttage situé en voirie ; que le ruissellement maximum théorique qui peut être repris par ce collecteur peut atteindre des débits de pointe compris entre 60 et 95 litres/seconde et le collecteur béton existant en voirie de 400 mm de diamètre (pente de 3 à 4 mm/m) peut reprendre des débits de l'ordre de 115 à 130 litres/seconde sans mise en charge ; que le collecteur est donc adéquatement dimensionné ; que les ruissellements évoqués par les riverains du projet ne provient donc pas du site puisque l'ensemble des eaux provenant des surfaces imperméabilisées sont collectées par le système d'égouttage

Considérant qu'au moment de la construction des habitations, soit en 2001, le site se trouvait dans une zone d'épuration individuelle au PASH ; que la mise en place de stations d'épuration

individuelles était donc conforme à la réglementation ; que le site est actuellement situé en régime d'assainissement collectif au PASH ; qu'un réseau d'égouttage a été réalisé dans la voirie ; que cet égouttage n'est pas encore relié à une station d'épuration collective ; que, par conséquent, les stations d'épuration individuelles doivent être maintenues en activité tant que l'égout collectif n'est pas relié à une station d'épuration ; que, sur cette question particulière, il convient d'appliquer la réglementation de l'époque des constructions ; que cette solution est également préconisée par H.I.T. dans son avis du 15 janvier 2013 et par le CWEDD dans son avis du 28 janvier 2013 ;

Considérant que la vitesse autorisée sur la rue de Brocquerooy est de 30 km/h ;

Considérant que, comme précisé ci-dessus, des trottoirs ont été créés ; que l'étroitesse de la voirie avec des aires de croisement tend à inciter les automobilistes à réduire leur vitesse ;

Considérant que Hainaut ingénierie technique a rendu un avis en date du 15 janvier 2013 ; qu'il suggère notamment d'imposer les charges suivantes en ce qui concerne la voirie :

- « *Equipement conforme au profil en travers type R-013 et au plan R-014 (détail implantation, plan égouttage, profil en long...).*

D'une manière générale, ces équipements de voirie ont fait en leurs temps l'objet d'une concertation.

Ceux-ci sont toutefois à compléter par :

- *Afin de faciliter les interventions futures des impétrants, les pavés seront de dimensions 220*110*80 mm posés en lignes parallèles au filet d'eau. Ceux-ci seront sans emboîtement.*

- *Afin d'améliorer la durée de vie du revêtement hydrocarboné, après exécution des réparations nécessaires (zones faïencées, affaissées), réalisation d'un enduisage 4/6,3 porphyre.*

- *D'une manière générale, après exécution des essais prévus notamment l'inspection par caméra du réseau d'égouttage, la réception des travaux visera notamment à vérifier la bonne tenue des ouvrages (enduit, marquage, planéité des revêtements, intégrités des avaloirs,...).*

Zone résidentielle

- *Tel que le confirme l'étude d'incidences sur l'environnement, cette voirie a un caractère résidentiel qu'il y a lieu de confirmer. **Pour ce faire, les équipements doivent être complétés** conformément à la circulaire ministérielle du 23 mai 2011 relative aux zones résidentielles et de rencontre. A savoir, notamment :*

- *La signalisation requise*

- *Les entrées et sorties doivent pouvoir être reconnues comme telles de par leur aménagement propre. Pour ce faire des éléments ralentisseurs y seront implantés. Ceux-ci seront soumis à l'agrément du Collège communal.*

- *Les emplacements de stationnement sont à marquer. La lettre « P » doit y être inscrite ».*

Considérant que la voirie devra être réalisée conformément aux plans joints à la demande de permis et notamment aux plans R-013 et R-014 ;

Considérant qu'actuellement les pentes de 2% transversales des trottoirs ne sont pas respectées ; que des avaloirs et filets d'eau sont cassés ; que les pentes devront être réalisées conformément au plan R-013 ;

Considérant que conformément à l'avis de H.I.T., les pavés seront de dimensions 220*110*80 mm posés en lignes parallèles au filet d'eau et sans emboîtement ; qu'un enduisage 4/6,3 porphyre sera réalisé après exécution des réparations nécessaires du revêtement hydrocarboné ;

Considérant que, contrairement à ce que préconise le Collège communal dans son rapport préalable, l'avis de H.I.T. ne doit pas être suivi en ce qu'il impose la création d'une zone résidentielle conforme

à la circulaire du 23 mai 2011 ; que la réalisation d'une telle zone n'apparaît pas nécessaire à cet endroit ; qu'en effet, la vitesse sera limitée à 30 km/h conformément à la modification du règlement de circulation routière, ce qui est suffisant pour assurer la sécurité et la cohabitation des différents modes de transport ; que l'usage des modes doux de transports sera facilité ;

Considérant, en outre, que les aménagements prévus sont conformes au schéma de structure communal qui précise que la vitesse est de 30 km/h sur les axes de desserte locale et que des aménagements sont réalisés pour assurer la sécurité des usagers faibles ;

Considérant que des marquages au sol délimitant les emplacements de stationnement devront être réalisés ; que la lettre « P » devra figurer au sol et que des panneaux E 9 a signalant ces emplacements devront être apposés ;

Considérant qu'avant le début des travaux de parachèvement, le demandeur de permis organisera une réunion de coordination et de mise au point des détails de l'exécution de ceux-ci à laquelle il invitera les représentants communaux et provinciaux concernés ;

Considérant que le libre accès au chantier sera assuré aux représentants communaux et provinciaux concernés afin qu'ils puissent exercer leurs missions de contrôle ;

Considérant que le collège communal sera informé de la date d'exécution des essais et qu'une copie de ceux-ci lui sera transmise ;

Considérant qu'un plan as-built sera fourni au collège communal ; que ce plan reprendra au minimum l'implantation des ouvrages cachés, c'est-à-dire notamment l'emplacement et la profondeur des raccordements à l'égout en attente et l'implantation des différents impétrants ;

Considérant qu'une servitude de passage a été créée entre les habitations numérotées 94 et 96, au bénéfice du propriétaire des parcelles cadastrées section C n° 274 d2 et n° 275 d afin qu'il puisse s'y rendre depuis la rue de Brocquerooy ;

Décide, à l'unanimité:

Article 1er : de marquer son accord sur la régularisation de la modification de la voirie, sous les conditions suivantes :

1. rétrocéder la nouvelle emprise de la voirie à titre gratuit à la commune de Jurbise en vertu de l'engagement de la S.A. « Groupement immobilier de Mons » du 3 décembre 2012,
2. respecter l'avis du service incendie du 7 février 2013 ;
3. procéder à un état des lieux contradictoire du chemin du Prince et de la rue du Court Tournant à proximité de la voirie du projet en présence d'un représentant de l'administration communale avant et après le chantier de réfection de la voirie ;
4. les pavés seront de dimensions 220*110*80 mm posés en lignes parallèles au filet d'eau et sans emboîtement ; un enduisage 4/6,3 porphyre sera réalisé après exécution des réparations nécessaires du revêtement hydrocarboné ;
5. Des marquages au sol délimitant les emplacements de stationnement devront être réalisés ; la lettre « P » devra y figurer au sol et des panneaux E 9 a signalant ces emplacements devront être apposés ;
6. avant le début des travaux de parachèvement, le demandeur de permis organisera une réunion de coordination et de mise au point des détails de l'exécution de ceux-ci à laquelle il invitera les représentants communaux et provinciaux concernés ;

7. le libre accès au chantier sera assuré aux représentants communaux et provinciaux concernés afin qu'ils puissent exercer leurs missions de contrôle ;
8. le collège communal sera informé de la daté d'exécution des essais et qu'une copie de ceux-ci lui sera transmise ;
9. un plan as-built sera fourni au collège communal ; ce plan reprendra au minimum l'implantation des ouvrages cachés, c'est-à-dire notamment l'emplacement et la profondeur des raccordements à l'égout en attente et l'implantation des différents impétrants ;
10. Végétation : que des espèces indigènes (liste annexée) de bonne taille (pour les hautes tiges en voirie : force 18/20 ; pour les saules à tétariser : force 16/18 et pour les arbres du verger : force 14/16) seront plantées +/- 90 jours après réception du permis, mais impérativement durant les périodes propices à la plantation (printemps ou automne);

Article 2 : De transmettre un exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au demandeur de permis.

33. **Urbanisme – Désignation d'un Conseiller en Aménagement du Territoire et en Urbanisme (CATU) – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Monsieur Delhaye demande si l'une des missions du CATU pourrait être la redynamisation de la CCATM. La Présidente lui répond par l'affirmative, précisant notamment que des formations annuelles seront prévues pour le CATU.

Monsieur Delhaye demande également si le dossier de la CCATM a été approuvé par la Région Wallonne. La Présidente lui répond par l'affirmative, l'arrêté ministériel ayant été signé en date du 22 octobre 2013.

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2007 modifiant le chapitre 1^{er} quinquies du titre 1^{er} du livre IV du Code susvisé et déterminant les modalités d'octroi de subventions aux communes pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un ou de plusieurs conseillers en aménagement du territoire et urbanisme ;

Considérant que la Commune de Jurbise répond aux critères prescrits dans l'Arrêté susvisé pour pouvoir désigner un conseiller en aménagement du territoire et de l'urbanisme ;

Considérant que Madame Muriel Delangre possède le profil correspondant aux nouvelles dispositions prévues par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2007 afin d'être désignée en qualité de conseiller en aménagement du territoire et de l'urbanisme, attendu qu'elle justifie d'une expérience d'au moins sept ans de gestion et de pratique en aménagement du territoire et urbanisme;

Considérant en effet que Madame Delangre a travaillé de septembre 1997 à février 2005 au Service public de Wallonie, D.G.O.4, direction du Brabant wallon et de septembre 2005 à mars 2007 au service urbanisme de la Ville de Mons ;

Considérant de plus la décision du 19 mars 2007, par laquelle le Collège communal a désigné Madame Muriel Delangre en qualité d'employée d'administration APE, à temps plein pour le service de l'urbanisme ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal du 7 octobre 2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er : d'approuver la désignation de Madame Muriel DELANGRE comme Conseillère en Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (C.A.T.U.).

Article 2 : de transmettre un exemplaire de la présente délibération au Service public de Wallonie.

34. **Travaux – Désaffectation de matériel roulant : Tracteur Case 4240 immatriculé HVT 551 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Attendu que l'Administration Communale, en date du 20/03/1997, a mis en circulation un tracteur de marque Case 4240 n° de châssis 4240ALPJEO926780 et immatriculé HVT551, afin de procéder notamment à l'entretien des voiries et des espaces verts ;

Vu la vétusté du véhicule et l'augmentation croissante des sollicitations de celui-ci, aboutissant à une usure progressive de certains éléments (boîte de vitesse, embrayage,...) ;

Vu le montant particulièrement élevé des réparations envisagées dans un premier temps (14.168,50 € TVAC), par rapport à la valeur actuelle du tracteur (estimée à 8.500,00 €);

Attendu que le Collège Communal, en séance du 7 octobre 2013, a décidé de ne pas procéder à la réparation de ce véhicule compte tenu du coût de réparation envisagé ;

Vu le rapport du service des travaux proposant au Collège communal le déclassement de ce tracteur ;

Attendu que ce bien doit être désaffecté du Patrimoine Communal ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 14/10/2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver la désaffectation du véhicule (tracteur) de marque Case 4240 du patrimoine de l'Administration Communale de Jurbise.

Article 2 : de transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à la compagnie d'assurance Belfius pour suites voulues.

35. **Travaux – Désaffectation de matériel roulant : Minibus Mitsubishi immatriculé DVM 347 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Attendu que l'Administration Communale a acheté, le 30 août 2001, un minibus de 7 +1 places de marque Mitsubishi, n° de châssis JMBHNP04WMA502568, afin de proposer un nouveau service de transport (Taxi-seniors) à la population âgée de plus de 60 ans ;

Vu la vétusté constatée du véhicule ;

Attendu qu'en séance du 14 octobre 2013, le Collège Communal a décidé de déclasser ledit véhicule ;

Vu le rapport du service des travaux, portant sur l'évaluation et l'état du matériel ;

Attendu que ce bien doit être désaffecté du Patrimoine Communal ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 14/10/2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver la désaffectation du véhicule (minibus) de marque Mitsubishi immatriculé DVM437 du patrimoine de l'Administration Communale de Jurbise.

Article 2 : de transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à la compagnie d'assurance Belfius pour suites voulues.

Monsieur Vincent Dessilly quitte la séance

36. **Travaux – Etablissement de clôtures aux abords de la crèche d'Erbisoeul. Approbation du décompte final des travaux – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 7 mai 2013 approuvant les conditions, le montant estimé et le mode de passation (procédure négociée sans publicité) du marché "Etablissement de clôtures aux abords de la crèche d'Erbisoeul" ;

Vu la décision du Collège communal du 3 juin 2013 relative à l'attribution de ce marché à MICHEL VANDESCURE S.A., rue de Soignies 179 à 7810 Maffle pour le montant d'offre contrôlé de 12.352,00 € hors TVA ou 14.945,92 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges N° 2013-06-RP ;

Vu la décision du Collège communal du 15 juillet 2013 approuvant l'avenant 1 pour un montant en plus de 1.454,50 € hors TVA ou 1.759,95 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège communal du 7 octobre 2013 approuvant le procès-verbal de réception provisoire du 24 septembre 2013, rédigé par le Service Travaux ;

Considérant que le Service Travaux a établi le décompte final, d'où il apparaît que le montant final des travaux s'élève à 16.705,87 € TVAC, détaillé comme suit :

Estimation		€ 13.500,00
Montant de commande		€ 12.352,00
Q en +	+	€ 154,50
Q en -	-	€ 0,00
Travaux suppl.	+	€ 1.300,00
Montant de commande après avenants	=	€ 13.806,50
Total exécuté		€ 13.806,50
Total HTVA	=	€ 13.806,50
TVA	+	€ 2.899,37
TOTAL	=	€ 16.705,87

Considérant que le décompte final dépasse le montant d'attribution du marché de 11,78 % ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 835/722-60 (n° de projet 20090037) ;

DECIDE , à l'unanimité ;

Article 1er. - D'approuver le décompte final du marché "Etablissement de clôtures aux abords de la crèche d'Erbisoeul", rédigé par le Service Travaux, pour un montant de 13.806,50 € hors TVA ou 16.705,87 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 835/722-60 (n° de projet 20090037).

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

37. Travaux – Travaux de sécurisation anti-incendie et anti-intrusion de la salle des fêtes de Vacresse – mode de passation et conditions du marché – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services , ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la procédure de marché public 2010-54-SG-EB portant sur la réalisation de travaux de sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS, attribuée à l'entreprise CC Domotic Alarm, sise Chaussée du Roeulx 350 à 7000 Mons ;

Vu la procédure de marché public portant sur les travaux de rénovation de la salle des fêtes de Vacresse, attribué à l'entreprise Loiselet Frère sprl à Chièvres ;

Vu les travaux d'installation d'un système provisoire anti-incendie déjà réalisés par l'entreprise CC Domotic Alarm à la salle des fêtes de Vacresse avant les travaux de rénovation de ce bâtiment ;

Vu la récupération du matériel du système anti-incendie, en vue d'être réinstallé après les travaux de rénovation de ce bâtiment ;

Vu le rapport rédigé par le Service Incendie de Mons ;

Considérant que, conformément à l'article 26 §1, 3°, b de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, il peut être traité par

procédure négociée sans respecter de règle de publicité lors du lancement de la procédure lorsque des fournitures complémentaires sont à effectuer par le fournisseur initial et sont destinées à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, si le changement de fournisseur oblige le pouvoir adjudicateur à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées ;

Considérant que le recours à un autre fournisseur exposerait la Commune au risque de voir un matériel de technique différente installé, rendant par conséquent impossible ou fortement aléatoire l'intégration parfaite et complète de la salle des fêtes de Vacresse dans le dispositif de contrôle des accès, géré depuis l'Administration communale ;

Considérant également que le recours à un autre fournisseur obligerait celui-ci à intervenir sur les centrales d'alarme fournies et entretenues par CC Domotic Alarm, intervention qui n'est pas envisageable sans le concours et l'autorisation explicite de CC Domotic Alarm ;

Considérant enfin que le recours à un autre fournisseur serait potentiellement source de difficultés en termes d'entretien des différentes installations, du nombre de badges à utiliser par le personnel, de formation de ce même personnel et de réparations éventuelles à apporter aux installations ;

Attendu que le montant des travaux s'élève à 13.800,57 € HTVA ou 16.698,69 € TVAC ;

Considérant que les montants nécessaires seront prévus au budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Décide , à l'unanimité :

Article 1^{er}. - D'approuver, notamment sur base du rapport rédigé par le Service Incendie de Mons, la proposition de réalisation de travaux de sécurisation anti-incendie et anti-intrusion de la salle des fêtes de Vacresse.

Article 2. - D'approuver l'attribution de cette procédure à l'entreprise CC Domotic Alarm, sise Chaussée du Roeulx 350 à 7000 Mons, en application de l'article 26 §1, 3°, b de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3. - D'approuver le coût des fournitures complémentaires au montant de 13.800,57 € HTVA ou 16.698,69 € TVAC. Les montants nécessaires seront inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2014.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

38. **Travaux – Désignation d'un auteur de projet pour l'étude du projet des travaux d'égouttage des rues Claus (seconde partie), du Faux Bois et du Fort Joniau – proposition de désignation de l'Intercommunale IDEA via la procédure *in house* – approbation**

Monsieur Delhaye interroge l'Echevin des Travaux sur la situation globale de l'égouttage sur la Commune de Jurbise. La Présidente lui répond qu'un bilan a récemment été dressé par l'Intercommunale IDEA, et propose de transmettre les informations en la matière lors de la prochaine séance du Conseil communal.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu l'inscription des travaux d'égouttage des rues Claus (Seconde partie), du Faux Bois et du Fort Joniau au Plan d'Investissement 2013-2016 et dont le montant estimatif de la partie voirie est de 606.000,00 € hors T.V.A ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 05.09.2013 approuvant le Plan d'investissement communal 2013-2016 ;

Attendu que la commune a émis le souhait de réaliser les travaux d'égouttage des rues Claus (Seconde partie), du Faux Bois et du Fort Joniau ;

Attendu qu'il s'agit d'un dossier conjoint et que dès lors la part S.P.G.E. relative à l'égouttage proprement dit est conventionnellement gérée par l'I.D.E.A. ;

Vu la nécessité de désigner un auteur de projet pour l'étude de la partie voirie ;

Attendu que la commune de Jurbise est associée à l'intercommunale IDEA ;

Vu la circulaire du 13 juillet 2006 relative aux communes, provinces, régies communales et provinciales autonomes et intercommunales, CPAS et associations Chapitre XII de la Région wallonne, portant sur les relations contractuelles entre deux pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'évolution de la jurisprudence européenne (arrêt Asemfo, du 19 avril 2007, vu l'arrêt CODITEL de la CJCE du 13 novembre 2008 ; vu l'arrêt République Fédérale d'Allemagne de la CJCE du 9 juin 2009) et l'application de la législation sur les marchés publics ;

Considérant que l'IDEA n'a que des associés publics au capital ;

Considérant que l'IDEA exerce l'essentiel de son activité avec les communes associées ;

Vu que les délibérations des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010 et 22 décembre 2010 approuvent la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA ;

Considérant qu'il existe entre la Commune et l'IDEA une relation « *in house* » ;

Considérant en effet que les critères tels que définis par la Cour européenne sont remplis ;

Considérant que des crédits appropriés au montant de 50.000,00 € sont inscrits en modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2013, article 877/733.60.2013.0098 (n° de projet 20130098) ;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt et par subvention ;

Attendu que le Conseil Communal doit se prononcer sur la désignation de l'IDEA pour la mission d'auteur de projet et de vérification des états d'avancement pour la partie voirie des travaux d'égouttage des rues Claus (Seconde partie), du Faux Bois et du Fort Joniau ;

DECIDE à l'unanimité ;

Article 1er. - De désigner l'IDEA pour la mission d'auteur de projet pour la partie voirie des travaux d'égouttage des rues Claus (Seconde partie), du Faux Bois et du Fort Joniau, et pour les missions d'état d'avancement et ce, aux conditions reprises dans les décisions des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010 et 22 décembre 2010, à savoir :

- 6 % de la 1^{ère} tranche de 125.000,00 € et 5 % de la seconde tranche de 481.000,00 € du montant estimatif des travaux de voirie (606.000,00 €) pour la mission d'auteur de projet, soit 31.550,00 € T.V.A. comprise.
- 1 % du montant estimatif des travaux de voirie (606.000,00 €) pour la mission de vérification des états d'avancement, soit 6.060,00 € T.V.A. comprise.

Article 2. - Le marché dont question à l'article 1 est financé au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 877/733.60.2013.0098 (n° de projet 20130098).

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

39. **Travaux** – Désignation d'un coordinateur sécurité-santé pour les travaux d'égouttage des rues Claus (seconde partie), du Faux Bois et du Fort Joniau –proposition de désignation de l'Intercommunale IDEA via la procédure *in house* – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu l'inscription des travaux d'égouttage des rues Claus (Seconde partie), du Faux Bois et du Fort Joniau au Plan d'Investissement 2013-2016 et dont le montant estimatif de la partie voirie est de 606.000,00 € hors T.V.A ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 05.09.2013 approuvant le Plan d'investissement communal 2013-2016 ;

Attendu que la commune a émis le souhait de réaliser les travaux d'égouttage des rues Claus (Seconde partie), du Faux Bois et du Fort Joniau ;

Attendu qu'il s'agit d'un dossier conjoint et que dès lors la part S.P.G.E. relative à l'égouttage proprement dit est conventionnellement gérée par l'I.D.E.A. ;

Vu la nécessité de désigner un coordinateur sécurité et santé (projet réalisation) pour la partie voirie ;

Attendu que la commune de Jurbise est associée à l'intercommunale IDEA ;

Vu la circulaire du 13 juillet 2006 relative aux communes, provinces, régies communales et provinciales autonomes et intercommunales, CPAS et associations Chapitre XII de la Région wallonne, portant sur les relations contractuelles entre deux pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'évolution de la jurisprudence européenne (arrêt Asemfo, du 19 avril 2007, vu l'arrêt CODITEL de la CJCE du 13 novembre 2008 ; vu l'arrêt République Fédérale d'Allemagne de la CJCE du 9 juin 2009) et l'application de la législation sur les marchés publics ;

Considérant que l'IDEA n'a que des associés publics au capital ;

Considérant que l'IDEA exerce l'essentiel de son activité avec les communes associées ;

Vu que les délibérations des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010 et 22 décembre 2010 approuvent la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA ;

Considérant qu'il existe entre la Commune et l'IDEA une relation « *in house* » ;

Considérant en effet que les critères tels que définis par la Cour européenne sont remplis ;

Considérant que des crédits appropriés au montant de 50.000,00 € sont inscrits en modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2013, article 877/733.60.2013.0098 (n° de projet 20130098) ;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

Attendu que le Conseil Communal doit se prononcer sur la désignation de l'IDEA pour la mission de coordinateur sécurité et santé (projet et réalisation) pour la partie voirie des travaux d'égouttage des rues Claus (Seconde partie), du Faux Bois et du Fort Joniau ;

DECIDE , à l'unanimité ;

Article 1er. - De désigner l'IDEA pour la mission de coordinateur sécurité et santé (projet et réalisation) pour la partie voirie des travaux d'égouttage des rues Claus (Seconde partie), du Faux

Bois et du Fort Joniau et ce, aux conditions reprises dans les décisions des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010 et 22 décembre 2010, à savoir :

- 4,82 multipliant le montant estimatif des travaux de voirie hors TVA (606.000,00 €) exposant 0,4463 pour la mission de coordinateur sécurité et santé phase projet, soit 1.835,54 €.
- 7,18 multipliant le montant estimatif des travaux de voirie hors TVA (606.000,00 €) exposant 0.5086 pour la mission de coordinateur santé et sécurité phase réalisation, soit 6.267,44 €.

Article 2. - Le marché dont question à l'article 1 est financé au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 877/733.60.2013.0098 (n° de projet 20130098).

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

40. Question(s) orale(s).

Pour le groupe PS, Madame Senecaut interroge Monsieur l'Echevin de l'Enseignement :

« Le groupe PS » voudrait savoir si l'enseignement communal utilise bien le matériel EOLE mis à sa disposition par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le programme EOLE – Éducation et ouverture aux langues à l'école – fournit une trentaine d'activités d'éveil destinées aux élèves tant de l'enseignement maternel que primaire.

Ce matériel offre la possibilité aux enfants d'être en contact avec des sons provenant de diverses langues, et facilite ainsi leur apprentissage de langues étrangères. Les études scientifiques démontrent que l'oreille perd de sa flexibilité après 8 ans et qu'il est dès lors préférable que les enfants soient en contact le plus tôt possible avec d'autres langages.

Pour rappel, l'Europe prône une connaissance d'au moins trois langues pour les Européens. Or, pour l'instant, les francophones restent fort en retrait par rapport à ce souhait. Le groupe PS aimerait donc avoir connaissance de l'utilisation de ce programme par les enseignants des écoles communales. Utilisent-ils ce programme ? Y sont-ils sensibilisés ? De quelle façon et à quelle fréquence se servent-ils de ces outils? »

Monsieur l'Echevin de l'Enseignement répond à Madame Senecaut que le programme EOLE est un complément à l'éveil aux langues, auquel les écoles de la Commune n'ont pas formellement adhéré « à 100% » - préférant développer une offre de cours de langue dès la 3^{ème} maternelle. Par contre, certaines notions du programme EOLE sont intégrées par les enseignants concernés dans leurs cours de langue. Monsieur l'Echevin et la Présidente mettent également l'accent sur le fait que la Commune a engagé, sur fonds propres, une institutrice néerlandophone pour les cours de néerlandais donnés dès la 3^{ème} maternelle, et cette enseignante a suivi la formation à l'éveil aux langues.

Madame Senecaut, tout en prenant acte de ces informations, estime qu'il pourrait être intéressant que tous les enseignants (et pas seulement ceux en charge des cours de langue) suivent cette formation et utilisent le programme EOLE, car le mérite de celui-ci est notamment d'habituer l'oreille à l'existence de différentes langues – ce qui peut se faire à travers tous les cours, quels qu'ils soient.

En complément aux informations déjà données ci-dessus, la Présidente rappelle également que des cours d'anglais sont donnés dans les trois écoles après les heures de cours, et que les échanges linguistiques avec des écoles néerlandophones devraient être relancés en 2014.

Madame Robette-Delputte apporte pour sa part un témoignage relatif à une enfant, provenant de l'Ecole d'Herchies et inscrite dans l'enseignement à Roulers, qui a terminé première de sa classe.

Huis clos

41. Approbation du procès-verbal de la séance du 10 septembre 2013 – partie huis clos – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve le procès-verbal de la séance du 10 septembre 2013, partie huis clos, à l'unanimité.

42. Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 22 octobre 2013 désignant Madame Perrine Delzandre en qualité d'institutrice maternelle temporaire aux écoles communales de la section d'Erbisoeul à temps plein (remplacement de Madame Martine Loiselet)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 22.10.2013 est ratifiée.

43. Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 25 Septembre 2013 désignant Madame Emilie Leurident en qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale d'Herchies à temps plein en remplacement de Madame Mandy Callari

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 25.09.2013 est ratifiée.

44. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 17 septembre 2013 désignant Madame Patricia MOYART en qualité de maîtresse d'adaptation temporaire à l'école communale de Masnuy-Saint-Jean à raison de 4 périodes/semaine à partir du 02.09.2013.

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 17.09.2013 est ratifiée.

45. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 14 octobre 2013 désignant Madame Elodie Boudart en qualité d'institutrice maternelle temporaire aux écoles communales de la section d'Erbisoeul à temps plein (remplacement de Madame Martine Loiselet)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 14.10.2013 est ratifiée.

46. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Madame Mandy Callari en qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale d'Herchies à temps plein (remplacement de Madame Séverine Lhoir)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE,à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

47. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Mademoiselle Anaïs CARION en qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale d'Herchies à temps plein (remplacement de Madame Pascale Bonjean)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

48. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Mademoiselle Elodie Colignon en qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale d'Erbisoeul à raison de 17 périodes

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

49. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Mademoiselle Elodie Colignon en qualité de maîtresse de morale à l'école communale d'Erbisoeul à raison de 4 périodes

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

50. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 09 Septembre 2013 désignant Mademoiselle Elodie Colignon en qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale d'Herchies à temps plein en remplacement de Madame Aurélie Carliez

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 09.09.2013 est ratifiée.

51. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Madame Perrine Delzandre en qualité de maîtresse de psychomotricité (organiques) aux écoles communales (Herchies : 8 périodes, Erbisoeul : 2 périodes)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

52. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Madame Mélanie Dethier en qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale d'Erbisoeul à temps plein.

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

53. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 09 Septembre 2013 désignant Madame Mélanie Dethier
qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale d'Erbisoeul ;

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 09.09.2013 est ratifiée.

54. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Madame Déborah Di
Pasquale en qualité de maîtresse d'éducation physique(en remplacement de Madame Lola Ortiz).

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

55. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 09 Septembre 2013 désignant Madame Laurence
DUFOUR en qualité d'institutrice maternelle temporaire aux écoles communales de la section de
Masnuy-Saint-Jean à raison d'un mi-temps à partir du 02.09.2013 en remplacement de Madame
Catherine Serville.

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 09.09.2013 est ratifiée.

56. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 09 Septembre 2013 désignant Madame Laurence DUFOUR en qualité d'institutrice maternelle temporaire aux écoles communales de la section de Masnuy-Saint-Jean à raison d'un mi-temps à partir du 02.09.2013.

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 09.09.2013 est ratifiée.

57. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Madame Fanny Dury en qualité d'institutrice primaire à l'école communale de Masnuy-Saint-Jean (remplacement de Madame Jennifer Beumier)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

58. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Madame Anne GOSSELIN en qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale d'Herchies à temps plein (remplacement de Madame Brigitte Dumont)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

59. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 22 octobre 2013 désignant Mademoiselle Laurie Hagué en qualité de maîtresse de psychomotricité aux écoles communales de la section d'Erbisoeul et d'Herchies à raison de 10 périodes/semaine (en remplacement de Madame Perrine Delzandre)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 22.10.2013 est ratifiée.

60. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 07 octobre 2013 désignant Madame Emmanuelle Monie en qualité d'institutrice maternelle temporaire aux écoles communales de la section d'Herchies à raison d'un mi-temps à partir du 1^{er} octobre 2013 (ouverture de classe).

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 07.10.2013 est ratifiée.

61. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Madame Patricia Moyart en qualité de maîtresse d'éducation physique(en remplacement de Madame Lola Ortiz).

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

62. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 17 septembre 2013 désignant Madame Patricia MOYART en qualité de maîtresse d'éducation physique temporaire à l'école communale d'Erbisoeul à raison de 4 périodes/semaine à partir du 02.09.2013.

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 17.09.2013 est ratifiée.

63. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 17 septembre 2013 désignant Madame Patricia MOYART en qualité de maîtresse d'éducation physique temporaire à l'école communale d'Erbisoeul à raison de 6 périodes/semaine à partir du 02.09.2013(remplacement de Chantal DUQUESNE)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 17.09.2013 est ratifiée.

64. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Mademoiselle Julie Nurra en qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale d'Erbisoeul à temps plein (remplacement de Madame Wendy Bertiaux)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

65. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 07 octobre 2013 désignant Madame Sandrine RANDOUR en qualité d'institutrice maternelle temporaire aux écoles communales de la section de Masnuy-Saint-Jean à raison d'un mi-temps à partir du 1^{er} octobre 2013 (ouverture de classe).

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 07.10.2013 est ratifiée.

66. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 22 octobre 2013 désignant Madame Claire Ribière en qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale de Masnuy-Saint-Jean (remplacement de Madame Amélie Pirlet)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 22.10.2013 est ratifiée.

67. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Monsieur Julien Rizzo en qualité de maître de morale à l'école communale d'Erbisoeul à raison de 4 périodes, à l'école d'Herchies à raison de 6 périodes et à l'école de Masnuy-Saint-Jean à raison de 2 périodes.

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

68. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 09 Septembre 2013 désignant Monsieur Julien Rizzo en qualité de maître de morale à l'école communale d'Erbisoeul à raison de 4 périodes en remplacement de Mademoiselle Elodie Colignon.

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 09.09.2013 est ratifiée.

69. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 02 Septembre 2013 désignant Madame Florence Simon en qualité de maîtresse de psychomotricité (APE) aux écoles communales (Masnuy-Saint-Jean : 14 périodes, Herchies : 2 périodes, Erbisoeul : 10 périodes)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 02.09.2013 est ratifiée.

70. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 09 Septembre 2013 désignant Madame Morgane Tartarin qualité d’institutrice primaire temporaire à l’école communale d’Erbisoeul ;

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l’unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 09.09.2013 est ratifiée.

71. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 07 octobre 2013 désignant Mademoiselle Fanny Urbain en qualité d’institutrice primaire temporaire à l’école communale à l’école d’Erbisoeul à raison de 19 périodes (augmentation du nombre de périodes au 01/10/2013)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l’unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 07.10.2013 est ratifiée.

72. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 09 Septembre 2013 désignant Mademoiselle Fanny Urbain en qualité d’institutrice primaire temporaire à l’école communale à l’école d’Erbisoeul à raison de 17 périodes en remplacement de Mademoiselle Elodie Colignon

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l’unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 09.09.2013 est ratifiée.

73. **Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratifications**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 07 octobre 2013 désignant Mademoiselle Fanny Urbain en qualité de maîtresse de morale à l'école communale à l'école d'Erbisoeul à raison de 2 périodes/semaine (remplacement Chris Godry –congé parental).

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 07.10.2013 est ratifiée.

74. **Question(s) orale(s).**

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL COMMUNAL,

Le Directeur Général f.f ,

La Bourgmestre,

Stéphane GILLARD

Jacqueline GALANT